

Le Canada et les sommets du G-7

Le sommet annuel du G-7 est l'élément le plus visible d'un processus global et permanent de consultation et de coopération entre les sept plus grands pays industrialisés. Les discussions qui y ont lieu correspondent aux travaux faits dans d'autres forums internationaux, tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque mondiale, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), le Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC), et aux consultations tenues par le Groupe des Ministres des Finances du G-7.

Le but premier d'un sommet est de donner aux leaders l'occasion de procéder à un échange d'idées et d'expériences qui leur permet de mieux comprendre et gérer les dossiers économiques et politiques urgents. Si le sommet lui-même n'apporte pas toujours de solutions à des problèmes particuliers, il peut amener les leaders qui y participent à enclencher dans leur pays et dans les institutions internationales appropriées des dynamiques susceptibles de les régler.

Historique des sommets

Le premier sommet s'est tenu à Rambouillet, en 1975, à l'initiative du président de la France, M. Valéry Giscard d'Estaing. Conçu à l'origine comme un forum informel de discussion économique qui ne devait pas se répéter, il réunissait les leaders de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie. Le succès de cette réunion a incité le président des États-Unis, M. Gerald Ford, à se faire l'hôte d'un second sommet, tenu à Porto Rico l'année suivante. Le premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, s'est alors joint aux autres leaders qui, depuis, se rencontrent tous les ans. La Communauté européenne (maintenant l'Union européenne) a reçu le statut d'observateur au Sommet de Londres en 1977; son représentant aux sommets est le président de la Commission européenne.

Les premiers sommets ont porté sur les façons d'encourager la reprise économique. Les participants y sont convenus de mesures d'appui à l'expansion économique qui réduiraient les taux élevés de chômage sans ajouter aux pressions inflationnistes. Ils ont aussi reconnu que des changements structuraux devaient être apportés aux économies nationales pour faire face à la montée des prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au début des années 80, la lutte contre l'inflation devint la priorité. Les leaders sont alors convenus de la nécessité de restreindre les emprunts publics et de limiter la croissance de la masse monétaire. Ils ont ensuite cherché à harmoniser leurs politiques afin d'élargir, de renforcer et de soutenir la reprise